Numéro 148
Vendredi 21 février 2020

Parti socialiste
du Valais romand

le peuple.VS

Edito | Pour toutes les familles, sans privilèges

Barbara Lanthemann, présidente du PSVR, députée au Grand Conseil

Lorsqu'une campagne est terminée, c'est une nouvelle campagne qui commence. L'agenda des votations fédérales le veut ainsi, le Peuple suisse se déplace généralement quatre fois par an pour exprimer son avis.

Le PS est une force de proposition redoutable. L'initiative acceptée par la population le 9 février émanait de notre conseiller national Mathias Reynard. Lors du prochain scrutin, nous voterons notamment sur un référendum contre les cadeaux fiscaux pour les familles aisées, également lancé par le PS. Nous avons récolté plus de 60'000 signatures en un temps record.

Cette force de mobilisation est une arme essentielle contre le démantèlement social et la politique en faveur des privilégié·e·s du pays émanant du camp bourgeois.

La politique fiscale est complexe. Ce ne sera pas une bataille aisée. Il faudra argumenter, expliquer pourquoi nous ne voulons pas de cette manne providentielle alors qu'elle est sensée s'adresser aux familles. Chères familles, oui, que le PS souhaite pourtant soutenir bien plus activement.

Accorder aux familles, via l'impôt fédéral direct, une augmentation des déductions pour enfants correspond en fait à verser de l'argent aux familles qui n'en ont pas besoin. Ça fait bien dans le panier politique des partis qui ont élaboré ce stratagème, mais surtout, c'est une arnaque sans nom !

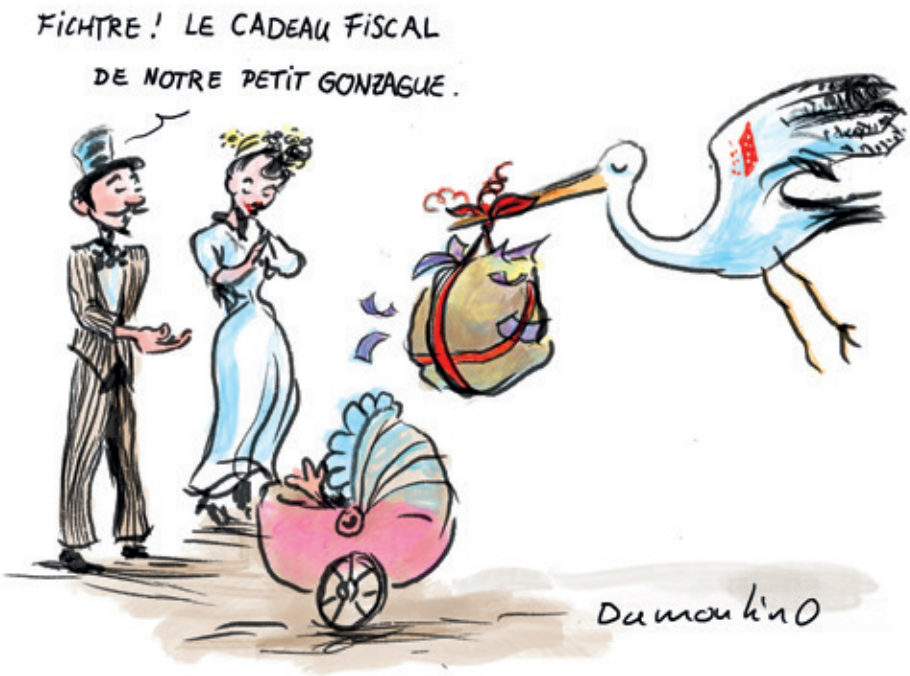
45% des familles ne paient pas d'impôt fédéral direct en raison d'un revenu trop bas. On le sait, l'IFD est fortement progressif. Cette mesure ne profiterait donc qu'aux familles dont le revenu est supérieur à Fr. 150'000.-.

Dans son argumentaire, le PS le dit avec clarté : « On n'a pas affaire à une politique familiale, mais à une politique fiscale purement clientéliste, à une réduction d'impôts pour les revenus les plus élevés... »

La population s'était pourtant clairement opposée à ce type de cadeaux fiscaux lors d'une votation en 2013.

Dans sa campagne pour son initiative dite de limitation, l'UDC ne manquera pas d'haranguer la population en affirmant que le choix du peuple n'est pas respecté sur le sujet de l'immigration. Nous lui rappellerons alors que le choix du peuple, en 2013, n'a pas dû parvenir aux oreilles des bourgeois.

Surtout, nous nous engagerons pour les familles, encore et toujours, pour toutes, sans privilèges !



Page 2
La Tribune d'Esther Waeber-Kalbermatten : Pour une politique familiale valaisanne coordonnée

Pages 6 et 7
Co-présidence du PS suisse : Les portraits croisés de Mathias et Priska

Page 8
Assemblée générale de la coopérative du Peuple.VS : Mercredi 11 mars 2020

La Tribune d'Esther Waeber-Kalbermatten, Conseillère d'État |

Pour une politique familiale valaisanne coordonnée

Dans le cadre de son programme gouvernemental, le Conseil d'Etat s'est fixé l'objectif de soutenir les familles en Valais.

Mon département a fait réaliser en 2018 un premier rapport cantonal sur les familles. Ce rapport est destiné à servir de document de base pour l'orientation future de la politique familiale en Valais. La politique familiale couvre un large éventail de mesures et de conditions-cadres destinées à soutenir les familles.

Les domaines suivants on fait l'objet d'une analyse approfondie : sécurité économique des familles, égalité des chances entre enfants, organisation et temps de la famille ainsi que prévention et protection contre la violence intrafamiliale. Le rapport du bureau d'études de politique du travail et de politique sociale BASS mentionne qu'il y a de grandes similitudes entre les familles suisses et valaisannes.

L'Etat du Valais soutient la situation financière des familles, notamment par des allocations familiales généreuses et des allègements fiscaux. Il existe des offres pour concilier vie professionnelle et vie familiale. Aussi, il promeut l'égalité des chances pour les enfants et les jeunes adolescent·e·s. En outre, il existe des offres cantonales pour que les enfants puissent grandir dans un milieu protégé.

Cependant, il y a du potentiel d'amélioration. Il n'existe actuellement aucune autorité compétente pour la coordination de la politique familiale en Valais. On constate aussi des lacunes dans les services offerts aux familles ayant des revenus plus faibles ou dans l'offre des structures d'accueil pour les parents avec des besoins atypiques. En outre, les tarifs des soins ne dépendent pas partout du revenu. De plus, les ressources en personnel qualifié pour accompagner les familles ayant des besoins de soutiens particuliers sont plutôt assez faibles.

La mise en œuvre des mesures concrètes est entre les mains de diverses institutions étatiques, paraétatiques et municipales. Ce n'est qu'ensemble qu'une amélioration de la situation des familles pourra être réalisée. Je souhaite que les familles valaisannes soient soutenues et je suis convaincue qu'une bonne politique familiale représente un investissement sûr et durable dans le futur.

La Voix du Parlement | Assistanat ?

L'un des nombreux reproches qui m'est fait est que nous, socialistes, n'aurions qu'un seul but politique. Créer une société de gens assistés... « Mais il y a quand même des gens qui sont assistés ! » « Ils n'en foutent pas une et ils s'en sortent très bien » « C'est tous des profiteurs. Nous on bosse pour qu'ils restent à la maison » ...

Mais qui est vraiment la personne assistée ?

Le/la travailleur·euse qui a perdu son emploi et qui donc se retrouve au chômage ? Sachant qu'il/elle a cotisé, en tant que travailleur·euse, pour avoir droit au chômage – Non

L'invalide, qui des suites d'une maladie ou d'un accident n'est plus en mesure d'exercer son activité professionnelle ? Sachant qu'il/elle perçoit une rente parce qu'invalide – Non

La personne au bénéfice de prestation de l'aide sociale qui, faute de pouvoir subvenir à ses besoins, malgré un emploi à 100%, ou une retraite pour laquelle elle a cotisé toute sa vie, doit faire appel à sa commune ? – Non

Nous disons NON ! Le/la vrai·e profiteur, c'est celui/celle qui effectivement s'enrichit sur le dos des travailleur·euse·s. C'est le/la directeur·trice d'entreprise qui, sans prendre aucun risque, touche un salaire et des primes mirobolantes. Ce sont les actionnaires qui perçoivent des dividendes, extraits à la sueur du front des travailleur·euse·s. Ce sont les « riches » qui vivent du revenu de leur capital, qui sans lever le petit doigt, leur assure une existence dans l'opulence. Voilà les vrais profiteurs et profiteuses !

Grace à la jeunesse socialiste nous aurons l'occasion de voter sur l'initiative 99% (qui prévoit d'imposer les revenus du capital, plus fortement). Il faudra voter et faire voter OUI !

Notre travail comme Socialistes, c'est de proposer une vision différente de la société. Où chacun·e a sa place, où les mots justice sociale et solidarité ne sont pas de vaines promesses, faites par des politicien·ne·s bourgeois·es pour amadouer les citoyen·ne·s au moment des élections.

Valentin Aymon,
député suppléant

La presse écrite perd du terrain et à terme, disparaîtra. Le seul journal qui n'est pas déficitaire actuellement, à force de publicités et d'articles à valeur minimale, est le 20Minutes : 400'000 lecteurs en Suisse romande.

On voit la tendance de repli de l'écrit dans la diminution des recettes publicitaires, car le journal est moins attractif, le lectorat diminuant sans cesse. Ce manque de moyens amène les rédactions vers une spirale descendante de la qualité et du soin donné aux informations. On constate en parallèle que les nouveaux/elles journalistes sont plus souvent très spécialisés dans un domaine ou un autre. Ce ne sont plus des humanistes, des lettré·e·s ; il n'est pas dans l'air du temps de développer une réflexion globale, de réfléchir tout court. On ne pense plus qu'à vendre une information, quelle qu'elle soit. Malheureusement, la rédaction d'un journal à grand tirage doit s'adapter à la demande du public.

Ces grands journaux sont lus dorénavant sur l'écran de l'ordinateur, ils sont plus souvent des passeurs d'informations à l'état brut des réseaux sociaux et les rédactions se vident de nombreux·euses journalistes ; c'est le seul moyen de survivre désormais. Mais là encore, le public non averti ne s'y retrouve pas. Il ne lira que les titres accrocheurs et le reste ne sera pas ouvert à la lecture. Même dans la presse écrite, pour continuer à exister, la rédaction d'un grand hebdomadaire doit contre son gré répondre à la demande de titres et de textes minimalistes.

Cette tendance est voulue par l'ultralibéralisme politique et économique des années 2000 qui instille la pensée unique permettant à son système de durer. Rien de mieux pour les mentors populistes actuels (Trump, UDC, etc) que le nivellement par le bas. Les lecteur·trice·s sont nourri·e·s de sensationnel qui amène les journalistes à travailler dans la superficialité donc sans contrôle de qualité, à grande vitesse, quitte à ce que des fausses informations circulent (« fake news »). On est dans un phénomène de suivisme aveugle. Quant au journaliste, pour avoir un emploi, il/elle met la déontologie de son métier dans la poubelle de ses ambitions perdues.

Nous croulons sous les informations les plus folles qui nous éclatent en pleine figure à longueur de journée. Avec le temps, les lecteur·trice·s se sont habitué·e·s à recevoir chaque jour un lot d'informations nouvelles les plus surprenantes possibles. C'est presque le chemin d'une addiction de se lover avec paresse dans cette surenchère du tape-à-l'œil. Provenant du monde entier, les nouvelles sont éparpillées sans hiérarchie, ni lien ni suite logique. La distraction constante des gens par un tout-venant de grossièretés coupe le lien à la réalité quotidienne, coupe l'envie de s'informer autrement. Dans tout ce fouillis, le mystère reste entier sur le phénomène de l'oubli de sujets graves au centre de l'intérêt du monde un moment, pour passer à d'autres.

Une vision globale n'existe plus ; constat dangereux pour nos sociétés démocratiques. Sans analyses de fond, en restant sur des « flash news », les lecteur·trice·s ne se sentent plus concerné·e·s, ils et elles restent dans le superficiel et se laissent influencer par les médias accrocheurs de qualité douteuse (écrits et autres). Ainsi, chacun·e crée sa propre actualité de la marche du monde en puisant dans les réseaux sociaux sans recherche de véracité. Un public

prêt à tout gober n'est pas celui qui lit les articles de fond, les commentaires de la rédaction, les revues d'idées.

Je regrette que les médias ne cherchent pas le moyen d'attirer le grand public par une vulgarisation intelligente et pédagogique des sujets traités. Cet état de fait a coupé le citoyen lambda de la chose publique, de la politique tout court. La politisation des journaux tend à s'effacer. Les partis politiques qui soutiennent l'empathie, la réflexion, l'entraide et une meilleure société plus égalitaire pour tou·te·s prêchent plus souvent pour les convaicu·e·s que pour le public en général, ou ne sont pas écoutés, tout simplement.

Où trouver les sources fiables d'informations ?

Ce manque d'intérêt général pour une information de qualité est aussi dû à la complexité des bonnes sources d'information : par leur haute valeur même, elles sont d'un accès difficile, peu attrayantes à l'oeil et chronophages. Là encore, il y a de la place pour créer une source de transmission intelligente, humaniste, mais aussi intelligible par tout un chacun.

Exemples de bonnes sources d'information :
Wikipédia (en Suisse une entité presque bénévole contrôle la qualité), Le Monde diplomatique, Le Figaro, Médiapart (enquêtes de haut niveau, sérieux), Huffington Post (légèrement moins approfondi), AFP, ATS pour l'actualité fédérale, Public Eye. On peut s'y forger une bonne opinion même si tous les avis ne sont pas nécessairement à notre goût. Également les blogs sur le site de la TdG, le suivi sur Twitter de personnalités intéressantes, du journal Le Temps, des Podcast de la Radio romande, etc. sont de bonnes sources de récolte d'opinions de qualité.

Les journaux locaux ont encore de l'avenir

C'est la seule source écrite qui permet aux habitant·e·s d'une région ou d'une ville, même d'un quartier, de se tenir au courant des événements qui les concernent. On suscite ainsi le sentiment de faire partie d'une communauté locale. De ce fait, il n'y a pas besoin de vendre du sensationnel pour être lu. Cela garantit une certaine qualité des informations données.

Parmi les journaux locaux, il y a les journaux des partis. Ce serait bien de les diffuser dans une plus large mesure ; ceci du moins pour le Journal du PSVr, Le Peuple.VS, qui est un journal de qualité, même si cela occasionne un coût important.

Myriam Drandic-Longet

La désobéissance civile est devenue aujourd'hui un élément plus que nécessaire dans nos luttes quotidiennes. Non il ne s'agit pas là de quelque chose de nouveau ou uniquement d'un acte médiatique, mais bien d'un moyen légitime d'alerter, de contester et de protester contre un système injuste qui ne tient pas compte de l'urgence dans laquelle nous vivons. Ces types d'action non violente sont certes des exceptions dans notre fonctionnement démocratique, mais elles y ont bel est bien leur place.

Si les lois étaient écrites et votées par une majorité d'élu·e·s sans aucune intimidation ni lobbyisme, la désobéissance civile pourrait certainement être controversée ou illégitime. Mais ce n'est pour l'heure pas le cas. Notre système est déjà à l'agonie et en réponse à cela les grandes multinationales, banques ou autres entreprises pharmaceutiques continuent à agir en toute impunité. Cette impunité est bien évidemment le fruit de millions investis dans du lobbyisme et tout ça contre les intérêts de la majorité de notre population. Mais cette dernière se traduit aussi en milliards dépensés dans des investissements nocifs pour les droits humains et pour la planète.

> Si les lois étaient écrites et votées par une majorité d'élu·e·s sans aucune intimidation ni lobbyisme, la désobéissance civile pourrait certainement être controversée ou illégitime.

À l'heure où la jeunesse est révoltée et descend dans la rue pour réclamer une réelle action politique de nos aîné·e·s, il est clair que ne pouvons pas rester les bras croisés à regarder le 1% de notre population détruire l'avenir des 99% restants. D'autant plus face à la lenteur de nos institutions et de notre démocratie. La désobéissance civile peut et doit selon moi être utilisée dans des cas d'urgence comme ceux d'aujourd'hui.

La nouvelle génération d'activistes, à travers le monde, est toujours plus mobilisée et prête à se confronter au refus de se soumettre à certaines lois immorales ou bloquant l'action politique. Mais malgré cela, les états continuent à réprimer les voix qui s'élèvent au lieu de dialoguer. À force de ne pas entendre les cris de la rue et les préoccupations écologiques et sociales de la population, nous arrivons à une fracture entre le système des élites et la réalité

à laquelle nous devons nous confronter. C'est ainsi que le système crée une fracture et amène des activistes à opter pour la désobéissance civile, cassant ainsi le principe de coopération. Une lueur d'espoir et de reconnaissance peut être perçue à travers le jugement rendu par un tribunal vaudois concernant une affaire de désobéissance civile. Malgré tout ce type de verdict reste malheureusement très marginal.

L'histoire nous l'a montré, la désobéissance civile a déjà été utilisée par le passé par de grands mouvements sociaux progressistes en faveur de droits humains. L'urgence climatique impacte aussi clairement les droits humains et notre avenir. Désobéir est ainsi une façon d'affirmer son humanité. La résistance par la désobéissance est saine pour une démocratie étant donné que des crises comme celle-ci dépassent largement le plan politique. Sans ce genre d'action, ce type de problématiques aujourd'hui urgente serait bien souvent relayé au second au plan ou même éludé par nos dirigeant·e·s. Le temps de l'idéalisation du pouvoir me semble révolu. L'urgence n'a pas le temps d'attendre que la lente machine se saisisse du problème, il faut parfois de ce fait la contraindre à s'en saisir.

Nathan Tornay

Société Immobilière Rue de Conthey N° 2 S.A., Sion

Convocation

Les actionnaires sont convoqués en Assemblée générale ordinaire le :

Mercredi 11 mars à 19 h 45

A la Maison du Peuple, rue de Conthey 2 à Sion

L'ordre du jour est le suivant :

1. Contrôle des présences
2. Approbation du procès-verbal de la dernière séance
3. Rapport administratif
4. Comptes de l'exercice 2019
5. Rapport de l'organe de contrôle
6. Décharge aux organes de la société
7. Divers

Les comptes de l'exercice 2019 ainsi que le rapport de contrôle sont mis à la disposition des actionnaires au secrétariat du PSVR – rue de Conthey 2 à Sion, les lundis et jeudis de 10 h à 15 h.

Sion, le 13 février 2020
Le Conseil d'administration

La Parole à la Gauche | AVALEMS – Coup de gueule

Tout commence de manière assez banale, somme toute. Je rentre d'une journée bien remplie, je m'oublie sur mon mur facebookien et je tombe sur une comparaison qui n'est pas raison, je le sais bien mais bref, « une règle indique, pour un maçon, poids maximum à soulever : 25 kg ; éboueur: max. 15 kg. Combien prévoir légalement de soignant·e·s pour soulever une personne de 85 kg ? »

Je trouve cela plutôt comique. Et tout à coup je lis un commentaire : « il n'y a pas un machin qui s'appelle la cigogne pour ça ? » Là j'ai arrêté de rire, car m'est apparue dans ce raisonnement toute l'ignorance crasse de la plupart des gens par rapport au métier, dur métier de soignant·e. Comme s'il suffisait d'avoir une cigogne pour que ce métier soit devenu léger et facile ! Il est tout simplement insupportable pour moi de laisser courir un bruit pareil et surtout une telle légèreté. Déjà, les murs derrière lesquels nous campons nos vieux sont assez hauts et les jardins assez blindés, si en plus on laisse dire et penser n'importe quoi à l'extérieur, jamais nous n'arriverons à une sorte d'équanimité en matière de soins.

Ainsi, lorsque je lis dans le journal du jour que l'AVALEMS compte baisser le salaire des prochain·e·s assistant·e·s en soins sous prétexte que ça les motiverait à se former, « ce qui ferait baisser la maltraitance en EMS », les bras m'en tombent ! A-t-on jamais entendu pareille connerie ? Quoi ? Hallo ?

Les assistant·e·s en soins seraient potentiellement à risque en matière de la maltraitance ? Par manque de formation ? Personnellement j'ai vu tout au long de ma carrière des personnes autrement qualifiées se comporter de manière totalement dégueulasse avec des gens qu'ils étaient censés soigner. Cet argument est fallacieux et pour les nouveaux·elles assistant·e·s en soins qui auront reçu leur CFC, totalement insultant ! La pénibilité de ce travail n'est absolument plus à démontrer et si les générations se succèdent, elles ne se ressemblent pas ! L'évolution de la société se reflète en miroir dans les EMS. Les situations deviennent plus complexes, les pathologies reflètent l'évolution de nos consommations, nous sommes généralement plus lourd·e·s, plus libéré·e·s, moins soumis·es, plus individualistes, plus exigeant·e·s que ne l'ont été nos parents et grands-parents. Le travail qui doit être fourni par celles et ceux que le directeur de l'AVALEMS veut déconsidérer est des plus exigeants. Il faut beaucoup d'amour et d'humanité pour le faire, d'humilité, de force et d'abnégation, et une cigogne, bien qu'elle soit utile, n'est qu'une infime partie de ce que doit déployer comme trésor d'imagination une assistante en soins.

Je dis UNE à dessein, car encore une fois, si cette menace était mise à exécution, à nouveau, les victimes de cette injuste décision seraient principalement des femmes. Or, pour le moment, il semble que cette population soit suffisamment sous pression, car malgré les discours et la lente transformation organisationnelle de la société, elles sont encore et toujours le pilier principal des familles monoparentales, devant mener de front carrières plus ou moins reconnues et activités accessoires, allant des bières lors des matchs, le frigo, les parents de Monsieur, sans oublier sa propre progéniture à mettre en crèches débordées (et pour moins cher svp) !

Par ailleurs si ces métiers n'étaient pas majoritairement ocupés par des femmes, les négociations concernant leur reconnaissance en matière de qualifications, de pouvoir de décision nécessiteraient-elles de si indignes et ridicules atermoiements ? L'initiative pour des soins infirmiers forts vit de profonds mouvements de balancier passant d'une chambre à l'autre puis de commissions en commissions, comme pour gagner du temps, sur quoi ? Sur le fait qu'elles étaient tout de même plus disponibles lorsqu'elles étaient gracieusement au service de l'église ?

Il y a quelques réalités que nous ne pouvons plus cacher sous le tapis, ce surtout depuis ces dernières années où les voleurs sont décomplexés, où les dealers roulent les mécaniques, où les mafieux blanchissent leur linge dans les travaux publics. Les arrogant·e·s dont le sport favori est la fraude fiscale (légale s'il vous plait), sont dans la place !

Ce qui m'amène à une dernière réflexion que je souhaite partager avec les golden boys de la new society of managing poeple like pop-corn, (les faiseurs d'or de la nouvelle société qui commandent le peuple comme on fabrique des pop-corn) : ce n'est pas le niveau de formation qui est le curseur pour la violence, c'est le pouvoir ! CQFD.

Claudine Oggier

CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

Cours pour les femmes

Finances & prévoyance professionnelle

L'Office cantonal de l'égalité et de la famille et l'initiative Career Women de la HES-SO s'associent pour vous proposer quatre soirées autour des questions de gestion de la prévoyance et des finances pour les femmes.

En effet, selon une étude d'UBS SA, les femmes s'intéressent moins à la gestion de leur patrimoine que les hommes. Il apparait que dans 69% des ménages dans les huit pays analysés, c'est le conjoint qui prend les décisions financières.

En ajoutant à cela une espérance de vie plus élevée, des carrières professionnelles fragmentées (maternité, temps partiel, etc.) et, bien souvent, des salaires moins élevés que les hommes, les femmes peuvent se retrouver en situation de précarité une fois arrivées à la retraite ou également en cas de séparation.

D'où l'importance pour les femmes de s'impliquer dans la gestion de leurs finances.

Si vous souhaitez en savoir davantage sur ces points qui paraissent parfois lointains, complexes ou inintéressants, inscrivez-vous à une ou plusieurs de ces soirées spécialement conçues pour vous.

Contenu

- **La prévoyance professionnelle** vendredi 13 mars 2020
- **Les aspects fiscaux** mercredi 18 mars 2020
- **Les aspects légaux** lundi 23 mars 2020
- **Soirée d'échange en présence des trois intervenantes** vendredi 27 mars 2020

Lieu et horaires
De 18h30 à 21 h
à la Haute Ecole d'ingénierie de Sion

Prix
Coûts d'inscription: CHF 25.- par soir ou CHF 75.- pour les 4 soirs

Inscription
Par e-mail à
inscriptionsocef@admin.vs.ch

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter :
egalite-famille@admin.vs.ch
ou career.women@hes-so.ch

© Nadine Meerpian

ÉGALITÉ FAMILLE GLEICHSTELLUNG

Career Women

Co-présidence du PS suisse | Les portraits croisés de Mathias et Priska

Ce n'est désormais un secret pour personne dans la grande famille socialiste suisse : Christian Levrat remettra ses fonctions de président du PS en avril prochain lors du Congrès de Bâle, après plus d'une décennie de service.

L'élection de sa succession aura une teinte particulière pour le PSVR : notre conseiller national Mathias Reynard s'y présente, en duo avec la conseillère nationale et actuelle co-présidente du PS du canton de Zurich Priska Seiler Graf. Les deux ont accepté de répondre à quelques questions sur leurs idées, leurs visions de l'état actuel du PS et de son avenir. Portraits croisés.

Priska

On te connaît peu en Suisse romande. Quel est ton parcours politique ? Où as-tu commencé ton engagement et de quelle manière ?

J''ai fait le cursus classique : j'ai commencé avec le travail politique au parlement communale de Kloten. Je suis ensuite passée à l'exécutif, également à Kloten, où je siège depuis 10 ans. Puis, de 2005 à 2010, j'ai siégé au Grand Conseil de Zurich. Finalement, depuis 2015, je suis au Conseil national. À côté de ces mandats politiques, je suis aussi la co-présidente du Parti socialiste du canton de Zurich.

Quels sont tes thèmes préférés en politique nationale ? Et ceux que tu laisserais plus volontiers à Mathias ?

Je suis membre de la commission de la sécurité du Conseil national. Au début, ça a été relativement difficile, mais maintenant, les questions de sécurité m'intéressent énormément. Par exemple, la lutte contre l'achat des avions de combat ou contre l'affaiblissement du service civil. Outre cette thématique sécuritaire, je m'occupe volontiers des questions d'environnement et de mobilité.
Je n'ai pas de racines syndicales, et je laisserai donc volontiers ces questions à Mathias !

Que fais-tu lorsque tu veux prendre une pause de la politique ?

Je passe le plus de temps possible avec ma famille. Et j'ai un faible pour le cinéma ou le théâtre.

Qu'est-ce qui a motivé ta candidature à la co-présidence du PS Suisse ?

J'ai reçu rapidement beaucoup de soutien de camarades issu·e·s de la base du parti. Ma famille m'a aussi bien motivée, et évidemment Mathias !

Lors des dernières fédérales, le PS a augmenté ses suffrages malgré la vague verte en Valais. Comment garantir qu'au niveau national, deux partis de gauche comme les Verts et le PS puissent cohabiter tout en se démarquant clairement malgré des positions parfois similaires ?

Les Verts sont nos partenaires politiques. Ce n'est qu'ensemble que nous serons plus forts. Mais il y a quand-même des différences. Toutes les mesures qui doivent maintenant être prises pour lutter contre le changement climatique doivent également être socialement acceptables, et c'est là l'axe principal dont le PS doit se saisir en matière de politique environnementale.

Deux JS face à 1 JS et 1 PS. Comment convaincre la jeunesse du parti de voter pour vous deux plutôt que pour le duo Wermuth-Meyer ?

J'ai la chance de me présenter avec Mathias, qui est encore très jeune – et je l'écoute beaucoup ! j'ai aussi deux enfants qui sont des jeunes adultes. Je discute beaucoup avec eux. Je sais donc pertinemment ce qui les préoccupe, ce qu'ils ont en tête au quotidien.

Le PS est un parti de masse. Quelles recettes proposes-tu pour développer cet aspect à l'avenir, et gagner en membres à travers tout le pays ?

Il faut un PS rassembleur et populaire. Nous voulons renforcer la démocratie interne. Ce sont nos membres qui sont la meilleure publicité pour le parti. Ils et elles doivent être renforcé·e·s et soutenu·e·s. Notre base militante est notre plus grand avantage, nous voulons recourir plus régulièrement au vote général des membres. Cela valorise le statut de l'adhésion au PS.

> Toutes les mesures qui doivent maintenant être prises pour lutter contre le changement climatique doivent également être socialement acceptables, et c'est là l'axe principal dont le PS doit se saisir en matière de politique environnementale.

On accuse souvent le PS d'avoir perdu le contact avec sa base électorale ouvrière. Comment renouer ce lien et se placer comme le parti qui défend les salarié·e·s et les bas revenus à travers la Suisse ?

Le parti s'intéresse aux bonnes questions, telles que par exemple les primes d'assurance-maladie, les retraites, l'égalité et la protection de l'environnement. Mais d'une certaine

manière, nous n'avons pas vraiment atteint l'ensemble de la population lors des dernières élections. Cela doit changer, nous devons toucher les gens ! Avec des positions claires et concrètes, et un discours combatif et compréhensible par toutes et tous.

Si tu pouvais changer une loi, un point précis de la politique actuelle qui représente une revendication très importante pour toi, que ferais-tu ?

La Suisse ne devrait plus du tout exporter de matériel de guerre, pas même vers des pays en paix ! Les exportations d'armes sont une aberration pour la Suisse neutre et sa longue tradition humanitaire.

En une phrase, que signifie « être socialiste » pour toi ?

Se battre chaque jour pour un monde plus solidaire et plus juste !

Mathias

Il n'y a pas besoin de te présenter en Valais. Mais en quelques mots, quels ont été les jalons de ton engagement politique personnel ?

J'ai commencé aux Jeunesses socialistes du Valais Romand, dont je suis d'ailleurs toujours membre et que j'ai présidées pendant 5 ans. C'est aux JS que j'ai appris et que je me suis formé comme militant.

Co-présidence du PS suisse | Les portraits croisés de Mathias et Priska

Parallèlement, mon engagement est depuis le début avant tout syndical. La lutte contre les injustices et les inégalités, le combat pour la dignité des salarié·e·s, c'est mon moteur en politique.
J'ai eu la chance d'être élu au Grand Conseil en 2009 puis au Conseil national depuis 2011. C'est une expérience magnifique et j'ai envie de rendre au parti tout ce qu'il m'a apporté.

Quels sont tes thèmes préférés en politique nationale ? Et ceux que tu laisserais plus volontiers à Priska ?

Je suis très engagé sur la politique de formation (investir dans l'éducation, la formation continue, les bourses d'études...), l'égalité femmes-hommes (égalité salariale, politique familiale, mesures contre les violences sexistes et le harcèlement...) et les revendications syndicales (notamment la lutte contre les souffrances au travail, les burn-out...).
Priska est très engagée sur la politique des transports et c'est la spécialiste nationale sur les questions de sécurité.

Que fais-tu lorsque tu veux prendre une pause de la politique ?

Je prends du temps avec mes amis et ma famille ou je me vide la tête en travaillant nos vignes. Je suis aussi un amoureux de littérature et j'adore le sport, de la course au hockey sur glace en passant par le ski et le vélo.

Qu'est-ce qui a motivé ta candidature à la co-présidence du PS Suisse ?

Le soutien de nombreux·ses camarades, de tous les âges et de toutes les régions. L'envie de mettre mon énergie au service de nos valeurs, nos combats. Et puis la confiance et belle complémentarité avec Priska.

Lors des dernières fédérales, le PS a augmenté ses suffrages malgré la vague verte en Valais. Comment garantir qu'au niveau national, deux partis de gauche comme les Verts et le PS puissent cohabiter tout en se démarquant clairement malgré des positions parfois similaires ?

Nous avons obtenu ce succès grâce à une formidable campagne de terrain et un engagement énorme, des JS au 60+, sur l'ensemble du canton. Nous avons convaincu parce que nous gardons une ligne clairement à gauche et combative et parce que nous parlons un langage concret, qui correspond à la réalité des gens. C'est cette clarté et cette cohérence qui nous font gagner. Nous pouvons cohabiter avec les Verts parce que ce sont nos partenaires mais que nous avons une approche différente, qui place l'humain au centre de nos engagements.

Deux JS face à 1 JS et 1 PS. Comment convaincre la jeunesse du parti de voter pour vous deux plutôt que pour le duo Wermuth-Meyer ?

Notre duo, c'est la garantie d'un PS qui rassemble et intègre tout le monde. C'est une complémentarité entre âges, genres, langues et régions. Surtout, c'est une présidence de l'humilité et de la simplicité, qui sont des valeurs centrales pour nous JS.

Le PS est un parti de masse. Quelles recettes proposes-tu pour développer cet aspect à l'avenir, et gagner en membres à travers tout le pays ?

Le PS doit convaincre à nouveau celles et ceux qui se sont détournés de la politique, qui n'y croient plus. Nous avons besoin d'un PS populaire et dynamique, qui suscite de l'enthousiasme et de l'espoir, qui obtient des progrès concrets pour la population.
Nous devons aussi renforcer la démocratie interne, en laissant davantage de place à la base et en recourant plus souvent à des votes généraux des membres.
Le PS doit rassembler, sans sectarisme, toutes celles et ceux qui partagent les valeurs de solidarité et de justice.

On accuse souvent le PS d'avoir perdu le contact avec sa base électorale ouvrière. Comment renouer ce lien et se placer comme le parti qui défend les salarié·e·s et les bas revenus à travers la Suisse ?

Ce contact n'a pas été perdu dans des régions comme le Valais. Mais il est clair qu'il y a eu ces dernières années au niveau national une baisse de la présence de membres du parti

au cœur du travail syndical, tout comme du nombre de syndicalistes élu·e·s dans le Groupe socialiste aux Chambres fédérales. Le renforcement de ce lien est essentiel pour un parti dont la priorité doit rester le volet social, l'amélioration des conditions de vie et du pouvoir d'achat.
Il faut également un PS au discours plus clair et combatif, qui parle avec le cœur, directement aux gens que nous défendons au quotidien, aux 99% de la population !

> Le PS doit convaincre à nouveau celles et ceux qui se sont détournés de la politique, qui n'y croient plus. Nous devons aussi renforcer la démocratie interne, en laissant davantage de place à la base et en recourant plus souvent à des votes généraux des membres.

Si tu pouvais changer une loi, un point précis de la politique actuelle qui représente une revendication très importante pour toi, que ferais-tu ?

Il y a tant à faire pour lutter contre les injustices et la pauvreté (qui touche 144'000 enfants en Suisse !), pour assurer la dignité de chacun·e, pour obtenir l'égalité entre femmes et hommes. Mais si je devais choisir un combat urgent et qui me tient à cœur, ce serait la reconnaissance du burn-out comme maladie professionnelle !

En une phrase, que signifie « être socialiste » pour toi ?

C'est l'indignation devant chaque injustice, c'est l'engagement pour l'humain d'abord !

Entretien réalisé par Caroline Reynard

PS Parti socialiste du Valais romand

24 mars 2020
Comité directeur

24 mars 2020
Conseil de Parti

4 et 5 avril 2020
Congrès du PS suisse
(élection de la Présidence)

21 avril 2020
Comité directeur

2 mai 2020
Congrès du PSVR

26 mai 2020
Comité directeur

www.psvr.ch

JSVR Jeunesses Socialistes du Valais Romand

Vendredi 28 février 2020
Apéro-conférence
Le véganisme
Maison du Peuple - 19 h

Toutes les infos
sur la page facebook

Jeunesses socialistes
du Valais romand

www.jsvr.ch

Le vengeur masqué

Quand on est directeur cantonal d'une haute Ecole spécialisée, il faut parfois garder une certaine prestance. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est M. Seppey.

Il faudrait alors aussi garder une certaine distance. Il en avait, semble-t-il, lorsqu'il affirmait vouloir atteindre comme défi l'autonomisation de l'école qu'il dirige, soit la rendre plus indépendante de l'autorité cantonale. Lors d'une soirée au rotary, on avait traduit ça par « ce n'est pas une école de fonctionnaires ». Soit. Je ne sais pas si le défi est atteint.

Ce que je sais, c'est qu'en matière d'indépendance envers son bon vieux parti le PDC, ce n'est pas du tout ça. Le directeur d'école se verrait bien candidat au Conseil d'État, et pour qu'on se souvienne de lui dans les plus hautes instances, le rappelle sur Canal9. Au passage, il assure évidemment tout son soutien à la stratégie du Vieux parti, 3 conseillers d'État, c'est normal. En fait, il n'a pas le choix s'il veut être élu... Les deux autres places sont déjà prises.

Et quand ça titille, c'est comme une allergie, on n'y peut rien !

LA POSTE

JAA CH-1950 Sion 1

le peuple.VS

Assemblée générale de la coopérative du Peuple.VS

La prochaine Assemblée générale de la coopérative du Peuple.VS aura lieu le:

Mercredi 11 mars 2020

A 19 h dans l'Espace Charles Dellberg de la Maison du Peuple à Sion.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Accueil et salutations
2. Rapport administratif
3. Comptes de l'exercice 2019
4. Budget 2020
5. Nominations et modifications statutaires
6. Divers

Les comptes de l'exercice 2019 seront mis à la disposition des sociétaires dans les bureaux du PSVR, rue de Conthey 2 à Sion, les lundis et jeudis de 10 h à 15 h.

Bimensuel – 9e année | Site internet : www.lepeuplevs.ch | Rédaction : Barbara Lanthemann – PSVR – Rue de Conthey 2 – 1950 Sion – redaction@lepeuplevs.ch | Abonnement annuel : CHF 95.– | Abonnement de soutien : CHF 120.– | Abonnement pour les membres JSVR : CHF 50.– | Tarifs de publicité : CHF 200.– (1/8 page) / CHF 400.– (1/4 page) / CHF 800.– (1/2 page) / CHF 1600.– (page complète) | Administration et publicité : Le Peuple.VS – Rue de Conthey 2 – 1950 Sion – 079 443 76 41 – abonnement@lepeuplevs.ch – publicite@lepeuplevs.ch